Mise en œuvre et réalisation des objectifs de développement durable (ODD)

2023/2010(INI) - 05/06/2023 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du développement et la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire ont adopté le rapport conjoint d'Udo BULLMANN (SéD, DE) et de Petros KOKKALIS (GUE/NGL, EL) sur la mise en œuvre et la réalisation des Objectifs de développement durable.

Alors qu'il ne reste que 6,5 ans avant la date limite pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD), il est de la plus haute importance que l'UE fasse preuve de leadership, au niveau mondial et régional, dans leur mise en œuvre.

Confrontée à la pandémie de Covid-19, à la guerre en Ukraine et aux urgences en matière de climat et de biodiversité, la communauté internationale observe **un impact négatif global sur la réalisation des ODD** . Malgré quelques progrès dans la réalisation de certains ODD avant les crises, les tendances s'inversent maintenant depuis plusieurs années consécutives, entraînant une augmentation de la pauvreté et des inégalités, une crise des prix alimentaires, une dégradation de l'environnement et une perte de la biodiversité.

2023 est une année charnière pour l'examen des ODD et la promotion de leur réalisation d'ici 2030, en particulier avec la présentation par l'UE de son premier rapport d'examen volontaire lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) en juillet 2023 et le sommet mondial sur les ODD du 19 au 20 septembre 2023 marquant la mi-parcours de l'Agenda 2030 et des ODD et réunissant des responsables politiques et des leaders d'opinion des gouvernements, des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile, des femmes et des jeunes, ainsi que d'autres parties prenantes.

Mise à jour de l'état d'avancement à mi-parcours

Les députés ont déclaré qu'à mi-parcours du calendrier de l'Agenda 2030, le leadership de l'UE dans la mise en œuvre mondiale des ODD reste crucial et doit être démontré de manière plus crédible, par exemple en prenant l'initiative de **mobiliser des ressources financières adéquates** pour soutenir les transformations liées aux ODD.

Le processus de mise en œuvre de presque tous les ODD **est en retard** et deux années consécutives de régression ont été enregistrées pour de nombreux indicateurs. Les députés ont réaffirmé l'importance de chaque ODD et ont souligné les principaux défis qui persistent en matière de développement durable, notamment en ce qui concerne la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, l'eau potable et l'assainissement adéquat pour tous, l'énergie propre et abordable, le changement climatique, les océans, et la biodiversité.

Les députés ont souligné l'urgence pour l'UE et ses États membres de déployer des efforts concertés pour progresser vers une énergie propre et efficace afin de garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne.

Gouvernance, multilatéralisme et partenariats

Le rapport regrette que la Commission n'ait toujours pas présenté de stratégie globale pour la mise en œuvre intégrale des ODD, comme l'a demandé le Parlement européen dans sa résolution du 23 juin 2022

et dans les conclusions du Conseil. Il existe **un besoin plus large de coordination au sein des institutions de l'UE**, d'une meilleure implication du Parlement européen et d'outils tangibles pour consulter la société civile. Le premier examen volontaire de l'UE en 2023 est une étape très attendue que le Parlement soutient, même s'il regrette fortement le manque d'implication du Parlement dans ses préparatifs.

En outre, le rapport met fortement l'accent sur la nécessité **d'améliorer la coopération avec les pays partenaires mondiaux**. Dans ce contexte, l'UE et ses États membres doivent éviter les retombées négatives au détriment des pays du Sud et veiller à ce que toutes les politiques de l'UE fassent l'objet d'un contrôle obligatoire des ODD afin de mieux comprendre et traiter les éventuels effets négatifs.

Données et surveillance

Selon le rapport, il y a **un manque important de données** pour les politiques de développement mondiales, régionales et nationales dans le Sud, en particulier pour les plus pauvres et les plus marginalisés, ce qui rend difficile le suivi de la mise en œuvre des ODD. Afin d'évaluer les progrès des États membres dans la réalisation des ODD, les indicateurs de développement durable d'Eurostat doivent être améliorés en comblant les lacunes existantes pour certains ODD et en remédiant aux faiblesses des systèmes d'information. Les députés ont souligné qu'il est essentiel de suivre les progrès réalisés sur les 169 cibles des sous-objectifs. Les États membres devraient également améliorer leur collecte de données, adopter les indicateurs des ODD et suivre leur mise en œuvre dans les plans nationaux de relance et de résilience.

Cadre financier

Les députés rappellent que, lors de l'adoption des ODD, il a été largement reconnu qu'il fallait «passer de milliards à des billions» dans le financement du développement. Ils sont alarmés par le fait que le déficit de financement des ODD est passé de 2500 milliards de dollars à 4000 milliards de dollars par an. Ils ont souligné la **nécessité d'un plan mondial réformé pour financer les ODD** et ont insisté sur le rôle important de l'aide publique au développement en tant que catalyseur du changement et levier pour la mobilisation d'autres ressources. En outre, le rapport souligne la nécessité de lutter contre les flux financiers illicites et les paradis fiscaux.

En ce qui concerne les **pays les moins avancés**, les députés sont alarmés par le fait qu'ils étaient déjà incapables de financer la mise en œuvre des ODD avant la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine et qu'ils ont maintenant encore plus besoin d'un soutien financier. À cet égard, la Commission est invitée à élaborer une véritable stratégie pour sauver les pays en développement d'un endettement excessif.

Perspectives

Les ODD constituent le seul ensemble complet d'objectifs convenus au niveau mondial concernant les principaux défis à relever par les pays développés et en développement et l'Agenda 2030; ils offrent la possibilité de mettre en place une véritable économie du bien-être centrée sur les personnes et la planète et d'œuvrer en faveur d'un monde durable au-delà de 2030.

Les Nations unies devraient inciter tous les États membres à soutenir l'introduction de calendriers concrets et de plans de mise en œuvre contraignants pour les États signataires à l'horizon 2030 et au-delà. Elles sont également invitées à préparer une stratégie post-Agenda 2030 bien à l'avance.